Négatif

Bulletin irrégulier – Juin 2006 – n°7

De la médiation religieuse à l'église médiatique : un petit voyage dialectique

- *Pourrais-tu couper l'émission dans le salon ? demanda-t-il.*
- *Mais c'est ma famille.*

Ray Bradbury, *Fahrenheit 451*

L'une des caractéristiques des grévistes de ces dernières années a été de compter sur ce qu'on appelle les médias pour populariser et même étendre leur action. Ne voit-on pas souvent, au sein des manifestations, tel ou tel (nous ne parlons pas ici des leaders syndicaux ou des chefs des partis politiques, petits ou grands, sur lesquels il n'est même plus la peine d'insister) répondre avec complaisance aux questions des représentants des télévisions ou des radios, espérant ainsi faire œuvre pédagogique ? Ce sont généralement les mêmes qui déplorent ensuite le manque d'objectivité, de neutralité desdits médias, comme s'il était dans leur nature et faisait partie de leurs fonctions d'être autre chose que des entreprises idéologiques au service du règne de la marchandise, donc des États et des groupes financiers dont ils dépendent. Au XVIIIe siècle, sous l'Ancien Régime, ceux qui défendaient les idéaux de tolérance, de liberté et de justice auraient-ils donc dû s'effaroucher de constater que la hiérarchie catholique, indissociable de la monarchie absolue de droit divin, ne se mît pas à la tête d'un grand mouvement populaire de révolte des pauvres contre la noblesse ? De tous temps, les pouvoirs ont eu besoin d'un dispositif idéologique qui justifie leur existence et leurs actes.

1. Le prêtre

Une comparaison entre l'Église de l'Ancien Régime et les médias s'impose, tant le rôle que jouent ces deux types de structure, chacune dans leur époque respective, est proche. Quels n'étaient pas en France, sous l'Ancien Régime, le village, le hameau reculé qui ne possédaient leur église, leur chapelle, leur curé. Le territoire était véritablement maillé, chaque foyer étant à portée de cloche et chaque cloche à portée d'autres cloches. Il est vrai que, pour un roi de droit divin, le réseau religieux était l'outil le plus précieux car il était le seul à permettre la diffusion et l'acceptation de la parole du pouvoir, à faire entendre la voix de la soumission. Alors que les représentants du pouvoir royal, lorsqu'ils existaient, étaient nécessairement perçus comme contraignants et donc peu efficaces en la matière, l'Église possédait, en la personne des prêtres, des représentants proches des gens, qui vivaient au milieu d'eux et se faisaient les vecteurs, peut-être plus ou moins consciemment, de l'idéologie qui était supposée permettre une forme de stabilité sociale. On cite souvent l'étymologie du mot « religion » (du latin « religare », qui signifie relier) pour conclure que la religion est avant tout ce qui « crée du lien » entre les hommes, et serait donc à la base même de toute vie sociale. Mais ce qu'on dit moins, c'est que ces liens, à travers l'Église qui les tisse concrètement, ne sont pas des liens horizontaux que les individus seraient libres d'établir entre eux, sans intermédiaire. Ce sont des liens qui passent par un centre, par une hiérarchie religieuse, qui les contrôle en permanence. En fait, la structure de l'Église est en parfaite adéquation avec ce qu'est la religion telle que la définit Hegel, qui influencera Marx, à savoir une confiscation, une mutilation : « *Tout ce qu'il y a de beau dans la nature humaine et que nous avions nous-mêmes transporté hors de nous dans l'individu étranger (Dieu), ne gardant pour nous que toutes les vilenies dont elle est*

capable »[1]. En l'occurrence, c'est la capacité même des hommes à vivre ensemble de façon autonome qui est niée, à travers ce pseudo-lien social, par la religion et l'Église.

L'Église a toujours été une grande entreprise bureaucratique et totalitaire, qui n'a jamais pu admettre aucune contestation, et qui a réagi avec la violence la plus extrême (par le bras de l'Inquisition sous l'Ancien Régime) à toute contestation, interne ou externe. Son idéologie n'a jamais pu être combattue de l'intérieur, et la stratégie de la bourgeoisie qui s'opposait au pouvoir royal a été de la combattre de l'extérieur, à un moment où la révolution n'était pas encore à l'ordre du jour. En schématisant, les Lumières sont l'expression idéologique de ce combat, au nom de la tolérance et de la raison. Ce qu'on appelle aujourd'hui les « valeurs de la République » ne sont jamais que celles dont la bourgeoisie fut porteuse lorsqu'elle combattait le pouvoir royal sous l'Ancien régime. Ce furent pour elle des valeurs de combat, qu'elle trahit d'ailleurs très rapidement. Lorsqu'elle les invoque aujourd'hui, elle ment. Ce ne sont plus les siennes, depuis longtemps.

Ainsi, lorsque la révolution triomphe, et que la bourgeoisie commence à conquérir les rênes du pouvoir politique, sa stratégie change, car elle n'est plus une force d'opposition, mais de pouvoir, conquis grâce à la révolte populaire. Il lui faut donc mettre un frein aux forces qu'elle a elle-même contribué à mettre en branle, notamment celles de la lutte antireligieuse. Pourquoi en effet se passer d'un instrument aussi précieux, qui avait fait ses preuves pendant si longtemps comme facteur d'intoxication idéologique au service du pouvoir royal ? C'est la raison pour laquelle Robespierre, à partir de la fin du mois de novembre 1793, met fin à la campagne de déchristianisation et du même coup à l'élan révolutionnaire[2].

En effet, l'arrivée au pouvoir des Jacobins, la frange la plus révolutionnaire de la bourgeoisie, avait été rendue possible par l'intervention du peuple sur la scène politique. Mais les Jacobins ne sont pas seuls, ils ne représentent pas toute la bourgeoisie. Ils doivent donc composer et mettre un frein aux ardeurs populaires - et donc à la déchristianisation, sachant qu'en même temps la contre-révolution monarchiste menace. La mise en place du culte de l'Être Suprême par Robespierre, en mai 1794, répond surtout à la nécessité de maintenir un équilibre entre la force du religieux, qui a toujours été un précieux allié du pouvoir monarchique - du pouvoir en général - et le retour des curés, très mal vus des bras-nus, mais aussi, sans doute, d'une bourgeoisie qui vient d'entamer son émancipation. La pacotille de l'Être Suprême remisée au placard, et après la contre-révolution thermidorienne, c'est sous Bonaparte que les religieux commenceront à regagner une part du terrain perdu, mais toutefois sans jamais retrouver la place qui était la leur.



2. Le maître d'école et le journaliste

C'est bien plus tard seulement, lorsque d'une part la bourgeoisie a suffisamment assis son pouvoir politique et que d'autre part l'athéisme dont elle avait favorisé la propagation au XVIIIe siècle est en train de triompher philosophiquement, que le dispositif idéologique de la religion va devoir céder la place proéminente qui était encore la sienne à d'autres moyens de contrôle et de transmission, plus efficaces dans le cadre d'une modernité capitaliste en train de s'affirmer. Il s'agit toujours de porter la parole du pouvoir, de la rendre accessible à tous, de s'adresser aux individus de manière presque intime. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que la loi de séparation de l'Église et de l'État

[1] Cité par Kostas Papaioannou, dans son introduction à *Critique de l'économie politique* de Karl Marx, Paris, 10/18, 1972, p.6.
[2] Cf Daniel Guérin, *Bourgeois et bras nus*, Paris, Les Nuits rouges, 1998, p.165-175.

ne suive que d'un peu plus de vingt ans (autant dire qu'à l'échelle historique c'est parfaitement concomitant) les lois que Jules Ferry fait voter en 1881 et 1882, rendant l'école gratuite et obligatoire. Pour Ferry le Versaillais, qui s'exprime ici une dizaine d'années avant la promulgation de ces lois, peu de temps après l'écrasement de la Commune dans le sang, le maître d'école aura notamment pour fonction de faire comprendre aux enfants du peuple que « *les privations, la pauvreté exposent à toutes les tentations, que la constitution de la société n'est pas arbitraire, qu'on ne la modifie pas à volonté, que le capital et la propriété sont légitimes* », et « *qu'il n'est pas plus possible de changer la propriété comme pivot du monde social qu'il n'est possible de changer le soleil comme pivot du monde cosmique dans lequel nous vivons* »[3]. C'est donc l'école qui dès lors devient le vecteur des valeurs de la République bourgeoise, et qui est chargé d'enrégimenter ceux qui devront aller se faire massacrer la « fleur au fusil » à partir de 1914. C'est elle qui va avoir pour mission de substituer au catéchisme religieux un catéchisme républicain plus adapté. Le manuel scolaire remplace avantageusement le missel. Il va sans dire que, pour la bourgeoisie, favoriser le développement de la lecture ne revient pas à fournir une arme qui peut devenir un instrument de libération, d'accès à la compréhension du monde. La lecture devra permettre l'enrégimentement idéologique des futures générations d'écoliers, en même temps qu'elle fournira aux bureaucraties et à l'économie en général une main d'œuvre adaptée aux besoins nouveaux. Comme toujours dans les sociétés sous domination capitaliste, l'économique et l'idéologique valsent ensemble, sans se marcher sur les pieds, jusqu'à ce qu'ils se les prennent dans le tapis.

Mais l'école n'assurera pas toute seule ce rôle de contrôle social. La presse, dont l'influence est grandissante depuis quelques décennies déjà, voit son développement stimulé par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881. Entre 1880 et 1914, les journaux quotidiens entre autres connaissent une formidable expansion, et il ne fait aucun doute que l'accroissement du nombre d'individus désormais capables de lire favorise l'explosion des tirages. Ceux des quatre grands quotidiens nationaux sont multipliés par quatre, passant de un à quatre millions d'exemplaires. Le bénéfice, encore une fois, est économique et idéologique. Quelques décennies plus tard, en 1935, Marcel Martinet pourra justement dire : « *Ils savent lire et c'est tout. Est-ce un bienfait ? Dans les conditions actuelles, il n'est aucunement paradoxal de prétendre que la diffusion d'une instruction aussi misérable est un mal autant qu'un bien, souvent un mal plutôt qu'un bien. Que lit-il, l'homme qui sait lire, qui ne sait que lire ? Il lit le grand abrutisseur des masses, le journal.* »[4]. L'aphorisme de Hegel, datant du début du XIXe siècle, souvent cité, ne prend toute sa force que si on le replace dans ce contexte de mutation idéologique: « *La lecture du journal, le matin au lever, est une sorte de prière du matin réaliste* ».[5] C'est à croire que le philosophe avait déjà fort bien senti la nature du processus d'ores et déjà en route, et qui ne se concrétisera réellement que peu de temps avant la fin du XIXe siècle.

Les débuts de la Troisième République marquent donc l'affermissement d'une bourgeoisie désormais totalement majeure politiquement, et qui le montre en développant un dispositif idéologique qui lui est entièrement propre. La béquille religieuse, qui continuera cependant à rendre quelques services, ne joue plus qu'un rôle secondaire.

3. Le médiatique

L'école, qui a certes subi de nombreuses transformations au cours de la période précédente pour s'adapter aux conditions de la modernité capitaliste, voit son rôle idéologique évoluer rapidement à compter du milieu des années soixante-dix en France. Le même phénomène s'est produit un peu plus tôt aux États-Unis et dans d'autres pays comme l'Angleterre et l'Allemagne, c'est-à-dire peu après l'entrée dans l'ère de la culture de masse et des médias, avec le développement de la télévision, qui représente certainement l'étape décisive. Cette mutation correspond à la fin de l'époque où elle jouait un rôle moteur au sein

[3] Jules Ferry, extrait des *Procès verbaux du Conseil général des Vosges, 4 novembre 1871.*

[4] Marcel Martinet, *Misère de la culture concédée au peuple*, in *Culture prolétarienne*, Agone, 2004, p.76.

[5] G.W.F. Hegel, *Notes et fragments. Iéna 1803-1806, Paris, Aubier, p.53.*

du dispositif idéologique mis en place dans les dernières années du XIXe siècle. Comme on peut le constater aujourd'hui, doter les masses d'une capacité à lire des textes autres que rudimentaires présente un intérêt bien moindre. D'abord d'un point de vue économique, quel besoin y a-t-il de fournir à un grand nombre d'élèves ne serait-ce que les bases dont ils seront de moins en moins amenés à se servir dans les éventuels emplois qui leur seront octroyés (c'est la logique du maigre viatique appelé « socle commun » de Fillon-De Robien, en fait une entreprise de dépossession et d'accroissement de la misère culturelle déjà bien présente) ? Ils en sauront toujours assez. D'autre part, les médias sont des moyens beaucoup plus puissants qui permettent de toucher plus sûrement, efficacement et durablement chacun – pratiquement de la naissance à la mort, avec les programmes destinés aux tout jeunes enfants[6]. Le rôle de l'école est désormais plutôt celui d'un service d'appoint à la bouillie médiatique, et il est appelé à s'atténuer comme s'est atténuée l'influence de l'Église catholique dès lors que la bourgeoisie a commencé à asseoir son pouvoir politique.

De fait, les médias jouent aujourd'hui avec une efficacité accrue le rôle qui était auparavant dévolu à l'Église. Comme elle - mieux qu'elle - ils sont omniprésents. Si le paroissien devait se rendre à l'église ou à la chapelle du lieu pour recevoir sa dose toxique, en même temps que pour obtenir sa ration de divertissement, de spectacle (la cérémonie religieuse est un spectacle total : théâtral, musical, olfactif même …), si l'écolier et futur lecteur de la presse devait se déplacer lui aussi pour bénéficier des bienfaits de l'éducation et de l' « information » quotidienne, le citoyen spectateur contemporain n'a même plus cet effort à fournir. Les médias, notamment la télévision, s'invitent à la maison, plusieurs heures par jour, pour assurer le divertissement et diffuser, à heures régulières, la même conception du monde, la seule labellisée par les classes dominantes. D'ici peu, avec la nouvelle génération de téléphones portables, l' « information », toujours la même, celle du « 13 heures » et de « la messe du 20 heures » ainsi que le « divertissement », accompagneront en permanence notre citoyen spectateur, et l'histoire d'amour avec l'écran sera encore plus torride. Le journaliste, le commentateur, l' « intellectuel » agréé par le pouvoir, entretenant avec le téléspectateur une forme de proximité illusoire, de pseudo-familiarité, jouent donc auprès de lui le rôle que jouait jadis le prêtre, au détriment de la communication vraie, celle qui unit encore parfois, ou pourrait unir des êtres libres. C'est ainsi qu'on a pu entendre, dans la bouche de tel ou tel médiatique à la sauce Wolton, que la télévision était la seule à assurer aujourd'hui ce fameux « lien social » dont on pleure la disparition un peu comme on pleurerait sa jeunesse, sans espoir possible de retour. Comme si ce n'était pas le système capitaliste qui, au premier rang des conséquences de la société de travail et de consommation qu'il impose, entraînait l'atomisation de la vie sociale et la réduction des rapports humains à la superficialité et l'instrumentalité des rapports marchands.

Comme si le capitalisme était le dernier avatar de la fatalité.

Au même titre que la religion, mais de manière beaucoup plus efficace, l'univers médiatique, qui inclut celui de la culture de masse, est la concrétisation contemporaine de la vie mutilée, celle dont chacun est le spectateur plutôt que l'acteur. Totalitarisme d'un type nouveau, beaucoup plus solide que celui d'une Église qui, au moment de la Révolution française, a dû son salut essentiellement au besoin que la bourgeoisie avait encore d'elle, il sait susciter sa propre pseudo-critique, sous forme d'émissions débiles ou de « médiateurs » autoproclamés à la mords-moi-le-nœud. Tout ce beau monde a encore montré, lors du mouvement anti-CPE, comme il savait gracieusement donner la pa-patte à ses commanditaires du capital.

Comme l'Église, comme toutes les grandes structures hiérarchiques, l'univers médiatique n'est pas réformable. Comme dans toutes les bureaucraties, l'appareil finit par avoir le dernier mot. Jamais les « médias » ne pourront, d'une quelconque manière, être utiles à ceux qui veulent créer un monde en rupture totale avec l'existant.

La prise de parole est nécessaire ■

---

[6] Les Teletubbies, une télévision encastrée dans le ventre et une antenne sur la tête, sont des personnages faits pour nourrir l'imaginaire des enfants de 1 an.

L'effarante réalité des choses est une découverte de tous les jours

Les étudiants, suivis par les lycéens qui s'étaient déjà mobilisés contre la loi Fillon en 2005, ont fait grève de façon massive et déterminée contre le CPE. Ce mouvement de grève s'est accompagné de blocages et d'affrontements parfois violents avec les flics. À plusieurs reprises, la coordination des étudiants en grève a appelé à la grève générale interprofessionnelle illimitée pour faire plier le gouvernement sur le contrat première embauche, le contrat nouvelle embauche et, plus généralement, sur la loi pour « l'égalité de chances ». Pour la première fois depuis longtemps, la résistance à ce qu'il faut bien qualifier de révolution conservatrice ne s'est pas soldée par un échec. Cette victoire relative, la jeunesse la doit d'abord à sa détermination, tant il est vrai que les directions syndicales n'ont rien fait pour rendre possible la grève générale interprofessionnelle. Mais c'est aussi l'absence de combativité des salariés, et en particulier des enseignants des collèges et lycées, qui aura été marquante. Pourtant, si nous sommes capables d'opposer nos rêves de liberté et d'égalité à la morgue des petits chefs, quels qu'ils soient et où qu'ils se trouvent, alors le pire n'est pas sûr.

Contre-révolution et révolte

Une partie de la jeunesse ne s'est pas battue seulement contre le contrat première embauche (CPE) et le contrat nouvelle embauche (CNE), mais aussi contre une loi beaucoup plus large dite loi pour l'égalité des chances qui a pour but de faire triompher au moins vingt ans de contre-révolution en réduisant le droit du travail à une peau de chagrin.

Les classes dirigeantes ne cherchent pas à flexibiliser le marché du travail par simple idéologie. En période de stagnation économique, la baisse des coûts du travail devient en effet vitale pour les capitalistes. Or la possibilité de licencier sans formalité est l'un des moyens les plus simples de faire baisser ces coûts, l'autre étant une forme très moderne du servage : les stages, le stagiaire occupant dans ce cas une place équivalente à celle d'un travailleur qu'il aurait fallu rétribuer au prix du marché.

Il faut rappeler que le CPE et le CNE ne sont pas des nouveautés puisqu'ils font suite, depuis des dizaines d'années maintenant, à la multiplication des statuts du travail, des TUC aux emplois jeunes que la gauche plurielle a essayé de nous vendre, sans rire, comme d'authentiques avancées sociales. En réalité, c'est contre la généralisation de la survie, aujourd'hui définie par le doux euphémisme de



précarité, que la jeunesse s'est soulevée.
Toutefois, la révolte d'une partie de la jeunesse n'aurait pas été aussi déterminée si la paupérisation ne touchait pas aussi à présent une partie des classes moyennes qui voit ses conditions de vie se détériorer.
Souvent utilisé mais rarement défini précisément, le terme précarité pourrait signifier la remise en cause permanente des conditions de vie (ou plutôt de survie, tant nos vies sont réduites à leur plus simple expression : l'existence) de ceux qui connaissent cette situation, et ils sont de plus en plus nombreux. En ce sens, la précarité est bien l'autre face de la flexibilité qui tend à se généraliser sur le marché du travail.
La flexibilité peut être perçue comme un processus qui s'est engagé dans les années 1970, et surtout dans les années 80 et 90. De l'après-guerre jusqu'à la fin des années 60, il a existé un certain équilibre entre le capital et le travail. Cet équilibre reposait sur deux éléments : une période de forte croissance d'une part et une situation de plein emploi d'autre part. Mais la remise en cause de cet équilibre devient indispensable dès lors que se développe une crise de surproduction dans un contexte de concurrence globale, et possible avec la réapparition du chômage de masse.
Si la société de consommation de masse aboutit à une massification des comportements et des modes de vie dès les années 60, le travail s'atomise et s'individualise de plus en plus dans les années 70 et surtout depuis les années 80. La multiplication des statuts, la personnalisation des parcours professionnels, le renforcement de la concurrence entre les travailleurs et le développement des petits boulots auront eu raison des solidarités qui pouvaient se nouer sur les lieux de travail, le chômage et la misère ayant entraîné quant à eux une dissolution du lien social dans les quartiers paupérisés. C'est ainsi l'anéantissement de toute une culture, sans doute construite dans le cadre du salariat et par conséquent de la domination, qui laisse alors les travailleurs seuls et désarmés face à un capitalisme de plus en plus impersonnel du fait de sa globalisation. L'amitié s'efface peu à peu au bénéfice des intérêts particuliers dans cette guerre où l'ennemi devient insaisissable.

Le capitalisme global

Quand nous parlons de globalisation, nous voulons dire autre chose que ce que les médias ont l'habitude de qualifier de mondialisation. En effet, le marasme économique oblige aujourd'hui le capitalisme à coloniser des secteurs de l'activité humaine qui ne l'étaient pas complètement auparavant. Tel est le cas de l'éducation.
Ces dernières années, nous avons en effet vu apparaître un discours appartenant à la « nouvelle culture du capitalisme ». Les chefs d'établissements scolaires voient leur autorité renforcée et sont encouragés par l'État à se transformer en véritables « managers » responsables du pilotage des écoles. Des « objectifs » et des « résultats » doivent être définis et des « évaluations » sont censées rendre compte des « performances » atteintes, comme pour n'importe quelle entreprise. L'organisation capitalo-bureaucratique et la rationalité économique s'imposent à l'école au moment où celle-ci est accusée de fabriquer de futurs chômeurs, comme si ce n'était pas l'économie capitaliste qui était l'origine de la situation actuelle du sous-emploi et comme si elle n'avait pas besoin du chômage pour dégager plus de profit. C'est sans doute dans ce contexte qu'il faut replacer l'une des mesures figurant dans la loi sur l'égalité des chance : l'apprentissage à 14 ans.
Pour comprendre la crise actuelle de l'école, il faut sans doute remonter à la loi Haby de juillet 1975, date de la création du collège unique. Cette loi s'inscrivait à l'époque dans le plan de modernisation sociale qui constituait lui-même en grande partie la réponse des dirigeants à la révolte de Mai 68. Le collège unique a été vendu comme un instrument susceptible de favoriser la démocratisation de la culture. Les pédagogues, souvent issus de la tendance réformiste du mouvement de mai 68, et qui ont ainsi pu prendre une place dans la société capitaliste qu'ils dénonçaient sans avoir l'air pour autant de se renier, y ont vu une façon d'œuvrer pour l'égalité sociale. Mais on voit mal comment une école égalitaire pourrait voir le jour dans une société qui est par ailleurs très fortement inégalitaire. L'école a donc continué à être celle de la reproduction sociale et à distribuer de façon inégalitaire les positions dans la société. Le problème reste cependant entier : se proclamant égalitaire, l'école reste évidemment inégalitaire, et ce à

tous les niveaux. Sans doute ne sortira-t-elle pas de cette contradiction, c'est-à-dire du fossé existant entre ses prétentions (son idéologie) et la réalité vécue. On comprendra mieux du coup pourquoi les débats sur l'école finissent presque toujours en une énième querelle entre les anciens et les modernes, les partisans de la lecture syllabique et de la lecture globale, comme si les inégalités constitutives et inhérentes à une institution basée sur la hiérarchie et la domination pouvaient seulement être résolues par un choix de méthode ou de technique d'enseignement.

De la contre-révolution à la révolution conservatrice

Si nous nous en tenons au terme générique de loi sur « l'égalité des chances », on comprend que les classes dominantes ne cherchent même plus à préserver les apparences d'une société se prétendant égalitaire en droit tout en ne l'étant pas dans les faits. L'expression « égalité des chances » sous-entend que l'on donne les mêmes chances à tous les individus, alors qu'en réalité ils doivent faire avec des conditions sociales très différentes puisque nous vivons dans des sociétés de fait inégalitaires. Cela revient finalement à nier l'existence des facteurs sociaux, pourtant déterminants. Nous assistons ici, avec un discours qui finira bien par s'imposer comme une vérité si elle n'est pas réduite à ce qu'elle est – une idéologie grossière, à une naturalisation de la vie humaine.

Il y a en fait une relation étroite et claire entre la loi sur l'égalité des chances et le rapport de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) consacré aux « troubles des conduites chez les enfants et les adolescents »[1]. Ce rapport qui établit des liens entre les comportements déviants affectant les enfants en bas âge et la probabilité de devenir délinquant doit servir de base à la loi du gouvernement sur la prévention de la délinquance, loi devant elle-même déboucher sur la création d'un « carnet de suivi comportemental pour chaque enfant »[2]. Si ce projet effarant devait être mené à terme, cela conduirait à une médicalisation de la question sociale et réduirait la misère engendrée par la logique du capital à une maladie du comportement dont la solution résiderait dans la punition et la surveillance généralisée. Il s'agirait alors d'une véritable révolution conservatrice telle que la connaissent les États-Unis depuis Reagan ou la Grande-Bretagne depuis Thatcher, l'ordre et la discipline régnant sans partage.

Dans sa révolte contre le CPE, la jeunesse a souvent fait le lien entre ce contrat et les autres dispositions de la « loi sur l'égalité des chances » destinées à renforcer le flicage des populations perçues comme à risque par le pouvoir, les jeunes des quartiers dits difficiles. D'où la volonté de ne pas en rester à une simple protestation contre le CPE, mais de continuer le combat jusqu'au retrait de l'ensemble de la loi sur l'égalité des chances.

Alors que le projet de révolution conservatrice est largement dévoilé, on ne pourra que s'étonner de l'isolement relatif dans lequel s'est retrouvée la jeunesse.

> **Le temps compartimenté… jusqu'à ce que mort s'ensuive**
>
> Un ministre blairiste de quelque chose a récemment déclaré que l'âge de la retraite, actuellement fixé à 65 ans en Angleterre, passerait à 66 ans en 2014, à 67 en 2024 et à 68 en 2034 !
> Sur les insensés qui voulaient encore croire que leur vie serait une création de tous les instants, une porte de fonte se referme en grinçant.
> On entend le cliquetis des clés et un bruit de pas qui s'éloigne dans le couloir.

D'un réveil qui n'a pas eu lieu

On a beaucoup comparé le mouvement de contestation du CPE à la révolte de Mai 68. Mais si l'on garde à l'esprit que Mai 68 était un mouvement qui remettait en cause la société capitaliste dans sa structure même, un autre élément manquerait encore : la grève générale interprofessionnelle illimitée. Alors que la coordination étudiante a appelé à la grève

---

[1] Voir le dossier de presse de l'INSERM du 22 septembre 2005. En ligne http://www.inserm.fr/fr/presse/dossiers_presse/att00000407/DPTroubledesconduites.pdf

[2] Délinquance : les maires appelés à jouer un rôle accru, *Le Monde* du 23 mai 2006.

générale, ni les organisations syndicales ni les travailleurs directement n'ont basculé dans la grève, à l'exception des salariés de l'enseignement supérieur par endroits.

Dans les années 60, plusieurs théoriciens ont remarqué que le capitalisme avancé n'avait pas jeté dans la misère la classe ouvrière, mais qu'il avait au contraire réussi à améliorer ses conditions de subsistance et, par là, à entraîner son intégration dans la société de consommation de masse. Loin du développement d'une conscience radicalement vraie, les ouvriers se seraient contentés de défendre leurs intérêts dans le cadre de la société de consommation et du mieux vivre, étant entendu que la vie en question ne saurait être autre chose qu'une vie de consommateur et de salarié, donc de marchandise[3].

La lutte syndicale après la Seconde Guerre mondiale s'est de fait finalement bornée à défendre les acquis du travail, c'est-à-dire à obtenir pour les salariés de meilleurs salaires et des conditions d'existence moins défavorables à l'intérieur d'une société fondée sur l'oppression et, partant, sur la mutilation de la vie humaine. Ce que l'organisation syndicale a permis de négocier, dans ses grandes lignes, c'est bien un aménagement de la domination et de l'exploitation. La bureaucratisation totale des syndicats, l'institutionnalisation et la « routinisation » des luttes syndicales, le ralliement des directions au capitalisme technocratique ont largement favorisé cette intégration.

Bien que les salariés aient été désarmés par 30 ans de crise sociale, une partie de la classe ouvrière et des employés bénéficie encore des acquis sociaux antérieurs à cette crise et de « statuts protégés », ce qui la met pour le moment, pense-t-elle, à l'abri de la précarité. Or c'est cette catégorie de travailleurs qui reste encore fortement syndiquée. Les syndicats ne s'alignent pas sur des positions « conservatrices » uniquement parce qu'ils sont partie prenante de l'ordre du monde de la marchandise, mais aussi parce qu'ils représentent, le plus souvent, les intérêts de travailleurs eux-mêmes conservateurs en ce sens qu'ils s'en tiennent à la défense d'acquis sociaux que les classes dirigeantes ne remettent pas radicalement en cause pour le moment. Néanmoins, le nombre d'ouvriers diminuant du fait de la tertiarisation des sociétés capitalistes avancées, les travailleurs sont de moins en moins nombreux à jouir de ces acquis. De même, la crise actuelle du syndicalisme est sans doute liée à l'effritement de la base ouvrière des centrales syndicales et à l'impuissance de ces dernières à défendre le salariat à l'époque du capitalisme global comme elles avaient pu le faire pendant les Trente Glorieuses.

L'isolement de la jeunesse face à la forme que prend actuellement le capitalisme est particulièrement net quand on ne peut que constater l'incapacité des enseignants du primaire et du secondaire à basculer dans la grève générale.

De la contradiction en milieu enseignant

Le syndicalisme enseignant n'échappe pas à la bureaucratisation et à la « routinisation », au corporatisme et au conservatisme ; il aurait même plutôt tendance à représenter un cas d'école. Il suffit de souligner que le SNES, syndicat enseignant majoritaire dans le secondaire, a refusé d'appeler à la grève illimitée sous prétexte que, les élèves étant déjà en grève, cela aurait pu nuire à l'autorité des enseignants dans les classes et à leur crédibilité auprès des parents. Bref, tout sauf le désordre !

Mais l'état dans lequel se trouve le corps enseignant témoigne d'une crise de la culture et de sa transmission plus que d'une crise de l'école simplement.

On connaît le rôle fondamental que les enseignants ont joué dans la diffusion de l'idéologie républicaine à la fin du XIXe siècle. Ils ont été les véritables héros de l'idéal républicain sous la IIIe République et ont contribué de façon décisive à asseoir ce régime en diffusant les valeurs et la culture républicaines-conservatrices : respect du travail, de la propriété privée et de la patrie. Il serait pourtant réducteur de présenter aujourd'hui les enseignants comme les gardiens du temple de la République. On pourrait définir deux sortes de culture : une culture instrumentale destinée à former des individus capables de s'adapter au réel et de se livrer à des tâches d'exécutants, et une culture qui implique la réflexion et donc une pensée

[3] Parmi les penseurs favorables à ces thèses dans les années 60, on verra Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, Ed. de Minuit, 1968, et Lucien Goldmann, *Marxisme et sciences humaines*, Gallimard, « Idées », 1970, notamment.

critique qui interroge les fondements mêmes de la réalité. Cette dernière conception de la culture renvoie à l'autodétermination des individus, et par conséquent à l'autonomie qui est à la base de toutes formes de pratique sociale radicale. Car si les armes de la critique ne peuvent pas remplacer la critique des armes, il y a bien des formes de culture et de pensée, des théories en phase avec la réalité sociale du moment, qui sont des armes efficaces entre des mains déterminées à renverser le vieux monde.
Selon les époques et leur situation sociale, les enseignants ont participé à la diffusion de l'une ou l'autre forme de culture, et souvent aux deux dans des mesures variables.
Néanmoins, lorsqu'après Mai 68 les classes dirigeantes optent pour une plus grande ouverture de l'enseignement aux classes populaires, nous n'assistons pas à la démocratisation de la pensée critique, mais à la massification de la culture instrumentale qui est actuellement bel et bien en train de balayer les anciennes humanités, y compris à l'Université qui forme maintenant davantage de techniciens que d'intellectuels capables d'inventer des nouvelles formes culturelles ou même de faire preuve d'imagination créatrice.
Cette crise de la culture touche aussi les enseignants qui sont de plus en plus des techniciens du savoir ou, du moins, qui adoptent ce comportement, incapables qu'ils sont de s'interroger sur ce qu'ils enseignent ou sur le contenu et le statut des connaissances qu'ils transmettent. Ils n'ont d'ailleurs que peu de prise sur ces problèmes puisqu'ils sont traités par d'autres qu'eux, des technocrates ou experts de l'État la plupart du temps. On pourrait parler à ce propos de prolétarisation du métier d'enseignant.
En fait, les enseignants ne veulent pas comprendre que la position sociale dont ils jouissaient encore il y a 30 ou 40 ans n'est plus tout à fait la même. Le rôle idéologique qui leur était dévolu hier est maintenant aussi assuré par un concurrent redoutable : les médias, dispositif technique essentiel dans la diffusion de l'idéologie officielle, une culture de masse tellement vide qu'il vaudrait mieux la qualifier d'information-marchandise, et sur lequel l'école tend de plus en plus à s'aligner. Cette information-marchandise ayant très largement colonisé tout l'espace où se déploie la vie quotidienne et faisant dorénavant référence, c'est la légitimité des enseignants qui est directement en cause dans leur vocation à transmettre une culture, son contenu et son histoire.
Autrefois enfants chéris de la République, les enseignants voient maintenant souvent leur fonction réduite de plus en plus à du simple flicage, de la surveillance et de la sélection. Ils vont devoir choisir entre la défense de l'ordre, l'acceptation du rôle de fossoyeur de la culture et le reniement ou la contestation et la dissidence.

Un pas au-delà du réel :
la conscience des possibles

Si l'on continue à faire une comparaison avec Mai 68, il faut avouer que la prise de parole en dehors du cadre institutionnel a été limitée. Le mouvement de contestation anti-CPE n'a pas réussi à inventer son propre langage comme ce fut le cas en Mai 68. Assez souvent, nous avons assisté au mieux à une remise au goût du jour de l'imaginaire de 68, un imaginaire dont certains éléments ont été largement récupérés par la « nouvelle culture » du capitalisme ces dernières années. De même, il y a eu peu de bulletins écrits par les grévistes avec des analyses de la situation politique et sociale actuelle : fonctionnement et dévoilement de l'idéologie du capitalisme à l'époque de sa globalisation, affirmation d'une pensée critique autonome et prenant pour objet la réalité sociale vécue, etc. L'absence de perspective autre que celle qui prévaut dans l'univers clos de la marchandise est un signe de la misère du temps présent. Dans le slogan de Mai « Soyons réaliste, demandons l'impossible », il y avait dans l'air la volonté de dépasser la réalité d'une vie humaine mutilée par la société de consommation de masse, l'ennui, le conformisme et la laideur, et de lui opposer l'utopie, c'est-à-dire ce qui n'existait pas encore, une société où il serait possible de vivre humainement. C'est bien une conscience des possibles qui nous fait défaut, une conscience qui existait encore en Mai 68, même de façon floue ou lacunaire. Quelques remarques à ce propos pour finir.

1. De plus en plus, les luttes un tant soit peu radicales tentent de s'organiser en dehors du cadre institutionnel : les partis, les syndicats, les espaces de contestation et/ou de réflexion organisés selon un modèle où le pouvoir est distribué de façon inégalitaire. Le développement des coordinations de lutte ces

dernières années le montre. Mais l'auto-organisation des luttes sociales cache mal le manque d'une pratique radicale et originale. Une telle pratique ne pourra émerger qu'après une réflexion portant sur la structure actuelle du capitalisme, son organisation, son idéologie et sur sa légitimation.

2. L'élaboration et la diffusion de théories critiques et pratiques ne pourront être que l'œuvre de tous ceux qui sont ou seront capables de développer des formes de luttes radicales du fait de leur situation sociale ou de leur opposition totale aux valeurs sur lesquelles l'ordre établi repose. Étant donné que l'espace politique disponible est quadrillé par l'État ou des structures qui lui sont dépendantes, il devient nécessaire de construire hors de cet espace des relations basées sur l'égalité, la libre association et l'autonomie, et non plus sur la hiérarchie et la domination. Le problème de l'organisation pourrait se concevoir dans cette perspective qui à l'avantage d'être anti-autoritaire dans sa visée.

3. Après la chute du mur de Berlin et la fin du « socialisme réel », autrement dit du capitalisme bureaucratique d'État, il est indispensable de penser un ailleurs, de redécouvrir une forme d'utopie qui soit à la fois une pensée critique et une porte ouverte sur ce qui est radicalement autre : le rêve, l'imagination créatrice, la poésie. S'il n'est pas possible de revenir à l'idée de la société parfaite qui n'est jamais qu'un autre totalitarisme, il n'en reste pas moins vrai que l'utopie renvoie à un constat qui peut, par sa radicalité même, briser le cercle de tous les totalitarismes ; car l'utopie énonce que les sociétés sont d'abord le fruit de la création humaine plutôt que l'opération du Saint-Esprit. Nous ne sommes donc pas condamnés à vivre comme des bêtes sous le pouvoir de quelques-uns.

4. L'échec du « socialisme réel » nous rappelle que le socialisme ne peut pas être compris comme la continuité de capitalisme ou même son simple dépassement, mais doit se définir en opposition radicale avec lui. Le socialisme est un imaginaire et une culture qui restent à inventer. En ce sens, il ne peut être issu que de l'imagination créatrice d'hommes et de femmes vivant ici et maintenant et ayant conscience d'appartenir à une histoire.

5. Contrairement à ce que pensaient les théoriciens des années 1960, la stabilisation du capitalisme n'a duré qu'un temps. Le redéploiement actuel du capitalisme aboutit bien à la prolétarisation et à la paupérisation d'une partie des populations. L'intégration est une tendance significative, mais elle n'est jamais totale. Par ailleurs, si les années 50-60 ont correspondu à l'intégration de la classe ouvrière au sein de la société de consommation de masse, on peut se demander si les années 70 et surtout les années 80-90 n'ont pas été celles de sa désintégration. Au regard de l'histoire, les Trente Glorieuses (1947-1973 en fait) sont une exception, le capitalisme, dans son appétit vorace, sa volonté de puissance et sa faculté à prospérer sur les ruines, provoquant des crises débouchant elles-mêmes parfois sur des guerres avec leur cortège de massacres et d'atrocités.

Trop souvent nous avons lutté au nom de grands soirs qui se sont révélés être, au fil du temps, des petits matins. Ne laissons pas à la pourriture façon début du siècle la satisfaction de nous enterrer vivants ■

Contact : georges.ouden@caramail.com
w w w . b u l l e t i n - n e g a t i f . o r g